

MARIO GRANERI-CLAVÉ & JUAN MORENTE

Je m'appelle Juana Morente

récit d'un exil

préface d'Enrique Lister

RÉCIT | LOUBATIÈRES

La Juana

Juana.

Je m'appelle Juana.

Juana Morente.

Je suis assise sur la dernière marche de la cornière ouest, presque dans l'axe du cadran solaire, et je pleure. Les cornières, c'est le mot qu'ils emploient, eux, les habitants de ce petit bourg du Lot-et-Garonne où je vis à présent, pour désigner les couverts qui entourent la place centrale, curieusement perchée tout en haut de la colline. L'église est un peu en retrait, sur une bosse plus élevée, avec deux grandes tours que l'on voit à des kilomètres à la ronde.

Dans ma jeunesse castillane, j'allais volontiers me recueillir dans les églises et je demandais conseils et réconfort aux prêtres. Mais aujourd'hui, je suis « Juana *la Roja* », la « Rouge », selon le mot de mes compatriotes de Recas, mon village natal. Je suis celle que l'on montre parfois du doigt en demandant aux enfants de s'éloigner d'elle, comme si j'étais devenue une sorte de sorcière, que certains souhaiteraient sans doute voir traîner par les cheveux devant le tribunal de la sainte Inquisition, s'il existait encore.

Il y a cinq ans que je ne pénètre plus dans les lieux de culte, quels qu'ils soient. Il m'arrive cependant, lorsque je suis seule, de risquer une courte prière, souvent inachevée,

comme si je ne pouvais pas m'arracher totalement aux traditions de mon enfance.

Je m'appelle Juana la « Rouge » et je pleure. Totalement indifférente aux passants qui s'empressent au marché du jeudi et parlent entre eux, le plus souvent, une langue différente du français. Ce français dont je commence à saisir quelques phrases. Je suis frôlée par les amateurs de Pernod et de Lilet qui viennent au café Cabourdin, celui qui fait le coin de la place, du côté sud. Devant moi plonge la rue Saint-Pierre, vers le fond de Monflanquin, ce « bas de la ville » où se réfugient les humbles, tandis que les gens comme il faut, les commerçants aisés, la mairie, le curé, le docteur, le pharmacien, occupent la partie haute. Les clients du café doivent se demander ce qu'elle fait là cette femme en pleurs. C'est peut-être une « gitane », une romanichelle. Quelqu'un que son homme aura sans doute châtié, parce qu'elle se tenait mal.

Je viens d'avoir trente ans et je pleure, à l'abri de mes longs cheveux noirs, avec de profonds sanglots, qui viennent du fond de moi-même, et qui me serrent la poitrine. Je crois bien que je pousse aussi de temps à autre de petits cris, comme un animal. Je ne peux plus me contenir. Pourvu que personne de la petite communauté espagnole qui habite le village ne vienne à passer ! Il dirait que cela n'est pas digne de nous. Et pourtant, j'ai été une militante, la compagne d'un soldat, j'ai passé de longs mois à redresser le moral des populations en lutte, je devrais avoir honte de me laisser aller comme ça en pleine rue. Mais je suis tellement désespérée, comme égarée dans ce bourg de la France rurale, au milieu de cette campagne tranquille, verdoyante, immuable, si éloignée des reliefs tranchés de ma Castille natale. J'ai laissé auprès de moi, à même le sol, un sac à provision en raphia, qui contient un pain et quelques légumes.

Tout ce qui m'est tombé dessus ces derniers mois, je ne peux plus le supporter.

Je pleure mon petit perdu, mon cher Juanito tant aimé, aux cheveux frisés et aux yeux tendres, mon fils égaré, comme des milliers d'autres sans doute, on ne sait où, dans l'in vraisemblable bouleversement des esprits et des peuples qui secoue l'Europe depuis près de cinq ans, et qui m'a entraînée, moi et celui qui deviendra mon mari, dans une tourmente inouïe de débâcles, de fuites, d'embarquements en catastrophe, de voyages en train, en taxis, en camions, de camps de toutes sortes, d'horreurs quotidiennes, comme si le destin s'amusait à s'acharner sur tous ceux qui n'avaient pas accepté le coup d'État des généraux félons et pris les armes pour défendre le régime légal de 1936, cette Seconde République espagnole, dont on attendait tant.

Et ce petit, je ne l'ai pas perdu au cours de la *retirada*, cette marche terrible de l'hiver 1939, dont je porte encore le souvenir dans tout le corps, ce cheminement de fourmis de milliers de pauvres gens en route vers la frontière française, coincés entre la montagne et la mer, harcelés par les avant-gardes de Franco et mitraillés par les avions allemands et italiens, les alliés si dévoués et si efficaces de nos ennemis durant toute la guerre.

À ce moment-là j'étais encore enceinte, ce qui a probablement sauvé mon enfant, car il n'aurait sans doute pas résisté aux dures conditions de ce retrait, au milieu de ces foules prises de panique et encombrées de baluchons et de valises, et surtout, à l'accueil dans des camps improvisés à la hâte, tout au long des Pyrénées. Je comprends que la France n'était pas préparée à recevoir, en deux ou trois semaines, des centaines de milliers de fuyards, alors qu'elle avait eu tant de mal déjà, à en répartir quelques milliers qui avaient frappé

à la porte les années précédentes, mais je ne pouvais pas croire, qu'en plein vingtième siècle, on puisse entasser pendant des semaines un peuple entier, un peuple ami, cousin, un peuple qui avait combattu avec courage et s'était dressé contre le même adversaire potentiel, sur des plages perpétuellement humides, entre la mer et des marécages, sans autre abri que des trous dans le sable et des tentes improvisées à l'aide de quelques branchages, et des couvertures de l'armée en équilibre précaire.

Nous avons été humiliés et accablés, au-delà de toute expression, par la rudesse et l'insensibilité de ceux qui nous ont reçus. Les trois jours d'attente, dans un froid polaire, avant que le poste du Perthus ne s'ouvre et les premières nuits à la belle étoile, sur les plages d'Argelès, de Saint-Cyprien et du Barcarès, les prés du Boulou, le camp du Vernet, entourés de barbelés pour bêtes féroces, ont provoqué des centaines de morts. En quelques jours, nous qui avions défendu de toutes nos forces les principes de la démocratie à l'européenne, étions devenus des hors-la-loi, des pestiférés, les maudits du « *Frente crapular* ». Avec une amie, nous avons dû nous battre comme des furies, alors que nous étions visiblement enceintes, pour ne pas nous laisser chasser d'une entrée d'immeuble, dont voulait nous expulser un habitant des lieux que notre seule présence dérangeait.

Je ne pourrai jamais oublier l'eau fétide, les poux, les blessés et les malades, l'absence de latrines, le scorbut, les bougies en équilibre à même le sol, la menace permanente de la pneumonie et de la tuberculose, toutes ces horreurs de l'hiver 1939. Et cette odeur de merde qui nous poursuivait partout et que je sens encore.

Mais ce petit, mon petit – je reviens toujours à mon idée fixe, mais comment faire autrement ? – je l'ai perdu lors d'un

deuxième exil, lorsque j'ai dû fuir à nouveau l'avance allemande, en juin 1940, depuis un village de l'Yonne, à vingt kilomètres au nord d'Auxerre, où nous avions été déplacés à la fin de l'été précédent pour travailler dans une usine d'armement.

Je l'ai perdu, de manière presque banale, en croyant bien faire, c'est cela qui me serre le cœur. Je l'ai confiée à une amie espagnole, Conchita, que j'avais rencontrée auparavant à Barcelone, et que j'ai retrouvée dans l'Yonne. Elle m'avait aidée, à Pontigny, à trouver une solution pour faire garder mon enfant dans une pouponnière tenue par une comtesse engagée dans la Croix-Rouge, ce qui me permettait de travailler moi aussi dans les ateliers de l'armée, à coudre des toiles de parachutes. Le jour de la fuite éperdue devant l'avance allemande, cette amie avait trouvé une camionnette pour la transporter à Auxerre, avec ses deux fillettes. Comment ne pas comprendre, lorsque l'on marche depuis des heures sur une route empierrée, sans manger et sans boire, dans la chaleur de juin, en portant un lourd baluchon et en traînant une poussette sur laquelle pleure l'enfant, que l'on ne puisse confier son fils à quelqu'un que l'on connaît, à qui l'on fait confiance et qui a trouvé un moyen de transport plus commode et semble-t-il moins exposé que la marche à pied, au milieu des foules de l'exode ?

On devait se retrouver devant le panneau de signalisation qui indiquait l'entrée d'Auxerre.

Avec Juan, mon compagnon, mon mari, même si cette union passée devant un vague magistrat madrilène au cours des années de feu est contestée aujourd'hui, nous avons attendu des heures l'arrivée de la camionnette devant cette plaque. Nous étions serrés l'un contre l'autre et il essayait de me consoler, de me redonner un peu d'espoir. Les gendarmes

sont venus nous contrôler à plusieurs reprises. On commençait à entendre des roulements de canon et le bruit de moteurs d'avion dans le lointain. On voyait des traces de bombardements sur les ponts. À la nuit, il a fallu fuir. Nous avons traversé la ville comme des fantômes. On ne savait plus où aller. Nous étions pris dans la tourmente des réfugiés du nord et de l'est de la France qui se dirigeaient vers la Loire, vers le sud. Nous étions en train de revivre le cauchemar que nous avions déjà connu un peu plus d'un an auparavant.

Je n'aurais jamais imaginé qu'un pays qui nous paraissait si bien organisé et aussi solide que la France puisse connaître à son tour une pareille tragédie.

J'ai cessé de pleurer. Des dames de la Croix-Rouge s'approchent de moi. Elles me reconnaissent et me tendent un mouchoir. Elles me conduisent gentiment, un peu plus haut sous la cornière, dans la grande salle où elles préparent des colis pour les prisonniers de guerre. Elles me proposent un succédané de café. Elles savent qui je suis. Nous avons fait partie des familles espagnoles qui ont été « réclamées » par la commune au mois de juillet 1939, alors que l'on manquait de main-d'œuvre sur les chantiers du Lot-et-Garonne. Cette initiative venait sans doute d'une poignée de conseillers municipaux éclairés, qui avaient déjà cherché les moyens d'aider la république espagnole menacée par le coup d'État militaire, et qui trouvaient là l'occasion d'accorder le gîte et le travail à quelques dizaines de pauvres diables sortis des affreux camps de concentration des Pyrénées-Orientales. Ce furent là trois ou quatre mois de répit, les hommes sur les routes ou dans les carrières, les femmes occupées à de menus travaux de couture et de ménage.

Bien sûr, les mauvaises langues, ceux qui nous traitaient de « rouges » en nous croisant dans les rues, et nous jetaient

des regards menaçants, s'étaient empressés de dire que l'État français donnait quatorze centimes par réfugié et par jour et que la participation de la commune était intéressée. Mais c'étaient les mêmes qui voulaient nous renvoyer impitoyablement chez nos ennemis et qui parlaient des millions dépensés chaque jour pour nourrir tous ces « bolcheviques ». Pour ces gens-là, nous serions toujours les « espingouins », un peuple de sauvages, qui passaient leur temps à se faire la guerre entre eux.

On nous avait trouvé, au fond de la ville, un modeste logis qui avait tout d'une cave, avec une seule ouverture vers l'extérieur. Mais c'était le mois de juillet, un été chaud et sec, l'humidité ne constituait pas un élément purement négatif, bien au contraire. Et puis nous étions enfin réunis, avions de quoi manger. L'enfant commençait à nous sourire. Malgré les menaces de guerre, nous avions l'impression de revivre.

Ce fils, était né, tout à fait par hasard, à quelques kilomètres de là, dans la ville voisine de Villeneuve-sur-Lot. Je m'étais retrouvée à la maternité de cet hôpital Saint-Cyr, au mois de mars 1939, quelques semaines après mon entrée en France, par un mouvement inattendu de reflux vers le nord des trop nombreuses jeunes femmes enceintes qu'apportait avec elle l'immigration espagnole. En effet, sur les cinq cent mille passages, d'une population plutôt jeune, il y avait quelques milliers de futures parturientes, peut-être dix mille ! Les hôpitaux de la région de Perpignan furent vite débordés et on nous a renvoyées alors de ville en ville, toujours plus loin, Carcassonne, Toulouse, puis Agen, avant d'atterrir dans cette petite cité du Lot-et-Garonne, dans le plus complet isolement, sans connaître un seul mot de français et sans savoir où j'étais.

Heureusement, tout s'est bien passé et j'ai accouché d'un beau garçon, à la fin du mois de mars, le jour même où les journaux français annonçaient la nouvelle de l'entrée des troupes de Franco dans Madrid. Dans cette maternité, tout le personnel a été aux « petits soins » pour moi, comme ils disent en France. De braves gens, avec un grand cœur, qui m'ont redonné confiance dans le genre humain, qui m'ont aidé à déclarer cet enfant et même à le faire baptiser. Car je tenais à cette cérémonie, pour qu'il entre par la grande porte dans la grande famille des hommes. Pour qu'il soit reconnu de tous. Malheureusement, la sage-femme qui est allée déclarer l'enfant à la Mairie s'est trompée dans l'orthographe de mon nom, ce qui provoquera plus tard quelques difficultés supplémentaires.

À ma sortie, au bout de dix jours, je ne savais où aller, mais j'ai eu la surprise de voir un taxi de Perpignan m'attendre à la porte. Le chauffeur parlait le catalan que je comprenais un peu. Mon mari avait appris, par un hasard quasi miraculeux, la naissance de son fils et l'endroit où j'avais été admise. Il avait donné, pour prix de la course, un bijou de valeur, une chevalière en or pur je crois, qui lui avait été offerte par un ancien officier de la brigade Lister, la fameuse troupe de choc de la république, dans laquelle Juan avait servi durant toute la guerre contre les généraux félons.

Le taxi m'a emmené jusqu'à Argelès-sur-Mer. J'ai pu ser-
rer mon mari dans mes bras et lui présenter son premier-né. Nous ne nous étions pas vus depuis le mois de décembre. Cela n'a duré que quelques instants seulement, car il était encore soumis à un statut très sévère, enfermé dans un camp entouré de barbelés, gardé par des Sénégalais, des tirailleurs algériens, des Somalis, des troupes coloniales qui évoquaient tant de mauvais souvenirs aux combattants de la république

espagnole. Ce qui m'avait le plus frappé, c'étaient les mitrailleuses placées aux quatre coins du corral, le canon braqué sur les malheureux regroupés à l'intérieur.

Ces gardiens nous rappelaient les Maures, qui nous faisaient tellement peur en 1936, au début du coup d'État, et dont la terrible réputation servait la propagande de terreur des généraux en révolte contre le régime légal.

Je suis finalement accueillie dans un camp annexe. Il est fait de baraquements sommaires. Mais cela vaut mieux que les simples trous creusés dans le sable de la plage où s'abritent comme ils peuvent les hommes. Les conditions de vie ne se sont pas vraiment améliorées. Pas d'électricité, de latrines individuelles, pas d'infirmerie, de cuisines, pas même un point d'eau propre. Et l'hiver qui n'en finit pas. Pluie, vent, tempêtes en mer, énormes vagues qui attaquent la plage. Les conditions sont telles que l'on s'attend à une épidémie de grande ampleur et que certains enfants fragiles continuent à mourir.

Au bout de quinze jours, mon petit Juanito est atteint par une bronchite. On ne me propose que des cataplasmes d'herbe pour le soulager. Ces remèdes de bonne femme finissent par lui brûler la peau, mais ne le guérissent pas. Bientôt, il faut l'hospitaliser d'urgence à Perpignan avec un début de pleurésie. L'hôpital manque de tout, de lits, de médicaments, de soignants. La pression des mères est effrayante, les mères espagnoles bien sûr, mais aussi les Françaises, qui supportent mal l'invasion récente et le disent hautement. L'ambiance est détestable. On me fait comprendre que l'on ne pourra garder l'enfant plus de quelques jours. Dès que son état se stabilisera, ce sera à nouveau le camp, le froid, la mort peut-être.

Je rencontre un médecin madrilène engagé dans l'armée républicaine, le docteur Santos, un ancien chirurgien de

grande renommée, qui a trouvé sa place dans cet hôpital. Il me fait la proposition d'allaiter, en plus de mon fils, deux autres nourrissons voués à une mort certaine, car allergiques au lait en boîte. Il me promet, en compensation, une nourriture plus riche. J'accepte, malgré mon état de fatigue, et l'expérience réussit pleinement. Je conserve un souvenir ému de cette période où je peux souffler un peu et me rendre utile. Je retrouve une dignité. Je n'ai jamais rencontré les mères des bébés. Peut-être s'étaient-elles perdues elles aussi dans tout ce bouleversement.

À la sortie de l'hôpital je suis dirigée vers Noé, considéré comme un lieu de convalescence, tandis que Juan est conduit, avec beaucoup d'anciens de sa brigade, au camp disciplinaire du Vernet d'Ariège. On se méfie toujours autant d'eux. Heureusement, au mois de juillet, nous sommes « réclamés », avec d'autres groupes de réfugiés, par toute une série de communes des quarante départements d'accueil désignés par le gouvernement, et nous voici partis pour le Lot-et-Garonne. Nous allons enfin pouvoir vivre en famille à Monflanquin.

Mais nous sentons venir la guerre. L'heure de vérité va sonner aussi pour la France. Ceux qui ont mis tant de réticences à nous aider vont rencontrer à leur tour, face à face, les forces noires qui nous ont broyés. Je vois les visages devenir graves et les anciens combattants de 14-18, encore nombreux dans le petit bourg, se demandent s'ils ne vont pas partir à nouveau. Je commence à comprendre quelques mots de français et j'essaye de deviner le reste. Nous sommes soutenus par certains représentants de la municipalité qui se démènent pour nous trouver des points de chute et du travail. Les conditions d'hébergement sont difficiles, car on a l'impression que rien n'a été construit depuis longtemps

dans ce village, qui continue à se resserrer sur sa colline, autour de sa place et de son église, alors qu'il y a tant de surfaces disponibles aux alentours. Malgré les lignes régulières d'autobus, on se sent très isolés, loin de tout. Nous qui avons vécu dans de grandes villes, sommes coupés des informations, sans possibilité de lire les journaux et sans poste de radio. Juan en souffre beaucoup.

— Allez, fini de dormir ! Préparez vos bagages ! Un camion vous attend en bas !

Les gendarmes du bourg viennent nous réveiller, un samedi à cinq heures du matin, à la fin du mois d'août 1939. Pas d'explications et un ton sans réplique. On a juste le temps d'enfourner quelques vêtements dans une valise, de prendre la mallette qui contient les habits de l'enfant, de fermer à clé la porte du logis. On nous emmène à la gare la plus proche, au milieu des autres familles espagnoles de Monflanquin. Tout le monde est désespéré, des femmes et des enfants pleurent en silence. Je serre mon petit Juanito dans mes bras sur le quai de Monsempron-Libos. Quelques-uns, qui parlent un peu le français, s'efforcent d'obtenir des renseignements. Il semble qu'on nous emmène travailler dans des usines d'armement, dans le nord et l'est du pays, mais d'autres groupes se retrouveront dans une poudrerie de la vallée du Lot, à Sainte-Livrade. La France a paraît-il constaté qu'elle disposait d'une main-d'œuvre abondante et peu onéreuse avec les réfugiés espagnols. Il suffit de puiser dans ces bataillons de travailleurs potentiels. Peu importe qu'on les déplace, une fois encore, sans précautions particulières, dans des « Camps de travailleurs étrangers », implantés dans tout le pays par le ministère des Armées.

Trois jours de voyage, sur les banquettes en bois de la troisième classe. Des arrêts interminables, incompréhens-

sibles, parfois en rase campagne. Nous manquons d'eau. On dit que la guerre a été déclarée, mais on ne voit rien, pas de mouvements de troupes, pas de passages d'avions, rien.

Nous nous retrouvons tous les trois à Pontigny, un village de l'Yonne, à une vingtaine de kilomètres au nord d'Auxerre. On a rassemblé dans ce petit bourg, bien plus modeste que Monflanquin, plusieurs centaines de travailleurs, pour la plupart des civils, encadrés par de puissants personnages en uniforme, des ingénieurs militaires, qui dirigent les ateliers du haut de passerelles, comme des généraux. On a même créé une nouvelle ligne de chemin de fer, sur laquelle on voit passer des trains entiers de matériel, jour et nuit. Nous sommes logés en bordure et nous les entendons parfaitement. Tout est moderne, fonctionnel, propre, net. Cela nous change des Pyrénées-Orientales. Douze heures de travail par jour et une paye modeste, mais je peux moi aussi participer à la production, coudre des toiles de parachute et passer au goudron des culasses d'obus, car une amie espagnole m'indique la pouponnière tenue par une comtesse officiant pour la Croix-Rouge dans un château des alentours et je lui confie Juanito dans la journée.

Nous les Espagnols, considérés comme suspects, sommes séparés du reste des travailleurs, mais les conditions matérielles sont sans commune mesure avec ce que nous avons supporté jusqu'alors, nous mangeons à notre faim et nous nous reprenons à espérer, malgré la sévérité de l'hiver. Et puis on n'entend plus parler de la guerre, ou si peu. Serait-il possible que cela s'arrête sans combats décisifs? Nous ne savons plus que penser. Et, depuis qu'un pacte a été signé entre les Allemands et les Russes, on n'ose plus aborder certains sujets, afin de ne pas retomber dans les querelles qui ont précédé la défaite. Par contre, plus rien depuis l'Espagne.

Les lettres ne passent pas. Je supporte mal ce silence, me tourmentant au sujet de ma mère qui n'a pas reçu de mes nouvelles depuis cinq ans, et pour mes sœurs restées à Madrid, aujourd'hui occupée par les troupes de Franco. Je me réveille la nuit avec des cauchemars.

Tout cela dure jusqu'au mois de mai 1940. Tout le monde s'attendait à une attaque allemande, mais pas aussi foudroyante, aussi décisive. En quelques jours, nous comprenons qu'il se passe des choses graves. Le trafic des trains de marchandises s'arrête brusquement, les machines les plus performantes sont démontées et transférées vers l'Ouest, les produits de base commencent à être rationnés. Nos voisins français sont inquiets. Des escadrilles d'avions aux ailes noires apparaissent vers le nord-est et se dirigent vers le sud. On prépare les premières mesures d'évacuation. On nous demande si nous ne connaissons pas un lieu d'accueil possible, vers lequel nous diriger. Les gendarmes insistent. Je lâche alors le nom de « Monflanquin », que je prononce sans doute : « Mounflanquiné », ou quelque chose d'approchant. Je sais d'instinct que nous pourrions toujours trouver des points d'appui et des soutiens dans ce village. Ils vérifient sur une carte. Nous avons conservé d'ailleurs une fiche de paie avec l'adresse de l'entreprise où Juan avait été embauché l'année dernière. Elle va nous servir de passeport.

Au mois de juin, les événements se précipitent. Il faut partir dans l'urgence. Nous retrouvons la situation que nous avons déjà vécue un peu plus d'un an auparavant. Nous quittons Pontigny à pied, en traînant un lourd baluchon et en poussant une voiture de poupée dans laquelle pleure l'enfant, serré au milieu des vêtements et d'une mallette en cuir bouilli, contenant deux ou trois lettres de notre vie d'autrefois. Sur la route nationale, nous rejoignons le flot lamen-

table des réfugiés du nord et de l'est. C'est une pagaille affreuse, de charrettes, de vélos, de troupeaux, de quelques véhicules à bout d'essence et de pneus de rechange. On a l'impression que tout vient de s'effondrer. De temps en temps, il faut se cacher dans les fossés, à l'approche des chasseurs de l'aviation allemande, qui font une démonstration de mitraillage. Chaque fois, on ramasse des morts. Je me couche sur Juanito qui hurle. Je cherche à le protéger de mon corps. Je tremble de tous mes membres.

Comment dire à tous ces pauvres gens qui se retrouvent à nos côtés sur les routes de la défaite, que nous connaissons bien, nous autres espagnols républicains, le bruit caractéristique de ces avions en piqué. Ils nous ont terrorisés pendant quatre ans. Et, pendant toutes ces années, l'aviation française est restée tranquillement chez elle. Je m'aperçois d'ailleurs aujourd'hui qu'elle est toujours aussi absente du ciel.

C'est alors que se situe l'épisode tragique du camion. Dans la colonne des fuyards, je remarque un véhicule qui paraît plus moderne que les autres et je reconnais sur la plateforme mon amie Conchita. Elle se propose de prendre notre petit garçon avec ses deux fillettes et de les mener jusqu'à Auxerre, où nous nous retrouverons dans une heure ou deux. Comment refuser cette aide ? Juan hisse la poussette et notre petit bonhomme s'en va avec le sourire. Il connaît bien mon amie qui l'a accompagné à plusieurs reprises à la pouponnière, chez la comtesse. On sait ce qu'il adviendra.

Nous allons traverser la France sur quatre cents kilomètres, au milieu d'une panique épouvantable, dans un pays à l'abandon. De temps en temps, un morceau de pain, donné par la Croix-Rouge, mais le plus souvent, les fruits que l'on cueille, l'eau des fontaines et des ruisseaux, quelques gâteaux secs que l'on a porté avec soi et un peu de lait mendié à la

porte d'une ferme. Rien pour se laver, la paille des granges ou l'herbe des fossés pour dormir, le danger permanent de l'aviation aux croix noires, à laquelle va bientôt se joindre celle de nos amis italiens, que nous connaissons bien elle aussi.

À certains carrefours, les gendarmes contrôlent strictement la destination des réfugiés, en s'efforçant de canaliser le trafic. Tous les étrangers qui ne savent pas où ils vont sont retenus. Nous qui ne connaissons qu'un seul mot de français, « Mouflanquiné », et qui tendons notre ancienne fiche de paie, passons à travers les mailles. On nous indique la direction de Limoges, puis de Périgueux. Nous finissons par retrouver le village, à la fin du mois, épuisés, malheureux, dévorés du remords d'avoir dû laisser notre petit garçon derrière nous. Nous ne savons même pas que la guerre avec l'Allemagne est provisoirement terminée et nous ne nous rendrons compte du changement de politique, que lorsque nous constaterons que nos appuis traditionnels ne figurent plus au nouveau conseil municipal.

Comment s'étonner alors que je cède à un moment de défaillance ? Les dames de la Croix-Rouge, et particulièrement la responsable de secteur, qui tient une imprimerie et a vécu un temps avec un ancien des Brigades internationales – je l'apprendrai plus tard –, font tout ce qu'elles peuvent pour me reconforter. Elles me disent qu'elles vont essayer d'entrer en contact avec la mairie d'Auxerre et celle de Pontigny. Mon fils n'est certainement pas perdu. Il a sans doute été recueilli par quelqu'un, qui ne sait pas comment entrer en communication avec les parents de l'enfant.

Elles m'expliquent cependant qu'il ne sera pas commode d'obtenir une réponse de l'Yonne, car la France est maintenant séparée en deux par une ligne de démarcation

relativement étanche. Elles vont en parler au nouveau maire qui, bien que désigné par les autorités de Vichy, est un homme intègre, chez qui on pourra certainement faire jouer la corde sensible, surtout pour une affaire où la famille est en jeu.

Elles me disent aussi d'être prudente et de ne pas trop fréquenter les anciens soutiens de la municipalité précédente. Je comprends que la situation ressemble un peu à celle de l'Espagne et qu'il faut se faire tout petits. Nous ne sommes pas les seuls dans ce cas dans le village. Depuis la débâcle, Monflanquin accueille, en plus des Espagnols, des familles juives, polonaises, alsaciennes même, qui ont fui, qui se cachent, ainsi que des Italiens persécutés par Mussolini. Ils sont pour la plupart logés dans une grande maison appartenant à la Croix-Rouge, située sur la place centrale. Une famille par pièce. Certains habitants crachent sur le sol lorsqu'ils les croisent dans la rue.

C'est à nouveau l'été. Avec Juan nous montons quelquefois prendre le frais sur la promenade qui fait le tour du haut de la ville, le « Cap del Pech » comme ils l'appellent dans leur langue. Nous essayons d'oublier un peu. Depuis ce promontoire, on voit à vingt kilomètres à la ronde. Il paraît même que certains jours, en regardant vers le sud, on peut apercevoir les Pyrénées. Je regarde intensément, mais je ne vois rien. Les larmes me montent aux yeux.

Je repasse tous les événements de ces dernières années. J'ai parfois l'impression que c'est une autre qui a vécu tout cela. La tranquille jeune fille de Recas ne s'attendait certainement pas à affronter un enchaînement d'événements aussi dramatiques. Le départ précipité du village, le refuge dans la capitale assiégée, la rencontre avec mon futur mari, le repli sur Valence, la fuite en bateau pour Barcelone, l'effondrement de la république, le long cheminement vers la frontiè-

re, les camps de concentration du Roussillon, le premier séjour dans le Lot-et-Garonne, la naissance de notre enfant, l'usine d'armement, l'exode et la perte du petit. Je m'arrête toujours sur cette image et je me remets à pleurer.

Qu'avons-nous fait, nous qui appartenons au camp des Justes, pour avoir souffert ainsi ?

MARIO GRANERI-CLAVÉ & JUAN MORENTE

Je m'appelle Juana Morente

Je m'appelle Juana Morente raconte, à la première personne, l'aventure d'une jeune femme exilée dans le sud-ouest de la France à la fin des années 1930. C'est l'histoire de milliers de femmes et d'hommes chassés de leur Espagne natale, et c'est pourtant un récit singulier. Car, pour qui que ce soit, son propre exil ne ressemble à aucun autre. Juana a fui, comme tant d'autres, une armée et un régime dont elle ne pouvait rien attendre. Elle trouve refuge en Lot-et-Garonne, puis dans l'Yonne et, dans la tourmente des débuts de la seconde guerre mondiale, elle perd son fils Juanito. C'est cette histoire que Mario Graneri-Clavé nous raconte, par la voix de Juana, qu'il a bien connue dans son enfance. Et avec l'aide de l'« enfant retrouvé » par un hasard miraculeux, devenu par la suite son compagnon de jeux. Le témoignage rare d'une jeune fille d'un milieu conservateur, que la confrontation avec la barbarie va faire changer de camp.

Mario Graneri-Clavé a fait toute sa carrière dans l'Éducation nationale. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages publiés aux Éditions Loubatières ; deux romans : *Burdigala* et *Mauvaises Passes*, et de la saga romanesque *Vents du Sud* ; il a aussi dirigé le *Dictionnaire de Bordeaux*.

www.loubatieres.fr

diffusion Dilisud
www.dilisud.fr

ISBN 978-2-86266-554-2

18€

Photographie de couverture : collection personnelle.